



Edito

La rencontre annuelle du réseau des Carif Oref s'est tenue à Toulouse les 26 27 28 septembre 2012. Elle avait pour thème cette année « La prospective en perspective ». Depuis quelques années, les attentes générées auprès des Carif Oref par le processus de décentralisation n'ont cessé de s'étoffer, essentiellement sur deux axes : la compréhension des dynamiques territoriales et l'entrée progressive dans l'analyse prospective.

La façon qu'ont nos structures d'apporter des éléments pour une réflexion prospective se rapprochent de Michel Godet – titulaire de la chaire de prospective stratégique au Cnam - : il ne s'agit pas de prévoir l'avenir, mais d'élaborer des scénarios possibles sur la base de l'analyse des données disponibles (état des lieux, tendances lourdes, phénomènes d'émergences), de la compréhension et de la prise en compte des processus à l'oeuvre.

La prospective, y compris sur le champ formation emploi, doit donc s'appuyer sur des analyses rétrospectives et la mémoire du passé ; elle acquiert ainsi une double fonction de réduction des incertitudes face à l'avenir et de priorisation ou légitimation des actions.

Par la politique du gouvernement concernant l'emploi et par l'acte 3 de la décentralisation, le positionnement des Carif Oref en appui des Régions, de l'Etat, des CCREFP, devrait les conduire à un rôle encore plus renforcé demain qu'aujourd'hui.

Luc Chevalier
Directeur du Crefor

REGARD SUR DIX ANNÉES DE DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT EN HAUTE-NORMANDIE

Christèle Rebillon
Crefor - Chargée de projet

Réalisé par la Cellule d'Analyse des Difficultés de Recrutement (Cadre), actuellement fruit de la collaboration entre la Direccte (Service Etudes, Statistiques et Evaluation - ESE) et le Crefor (Pôle Observation et Prospective - Oref), l'outil de veille sur les Tensions Locales du marché (TLM) vise à permettre le repérage des métiers connaissant des difficultés particulières de recrutement, recueillir et exploiter différents sources de données statistiques afin d'en réaliser une synthèse opérationnelle au niveau d'une zone d'emploi globalisée, d'un département et de la région Haute-Normandie et rendre compte d'un marché local de l'emploi.

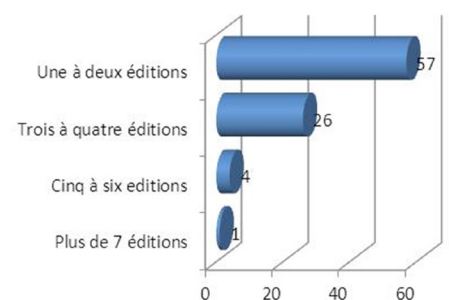
A l'occasion du dixième anniversaire de la publication de ces travaux, une édition spéciale paraît, diffusée en novembre, apportant un éclairage sur les transformations du marché du travail des territoires haut-normands. L'objectif de ce document est de caractériser les tensions, de les appréhender et d'établir une classification des métiers en tension qui reflète à la fois les particularités locales du marché du travail et les évolutions dans le temps de ce marché sur chacun de ces territoires.

Près de deux Fap sur trois qui apparaissent sporadiquement

Sur les quinze éditions, semestrielles pour les éditions de juin 2001 à juin 2005, annuelles par la suite, 18 Fap agrégées apparaissent sur 22, soit 81%. A un niveau plus fin, les entreprises ont connu des tensions de recrutement parmi 88 Fap détaillées, soit 39% des 225 Fap existantes.

Sur les quatre-vingt-huit Fap détaillées, près de 65% apparaissent de manière sporadique, pour une à deux éditions et sur un nombre de territoires restreint. La majorité des tensions sur certains métiers ne sont donc pas durables. 30% des Fap présentent des tensions plus soutenues sur trois à quatre éditions différentes. Les tensions durables touchent seulement 5% des Fap, avec une présence dans plus de la moitié des numéros. Seule une Fap demeure en tension plus de 7 éditions et sur 12 territoires : il s'agit des conducteurs routiers.

Répartition des FAP en tension par édition



Sommaire

pages 1-2

✓ Regard sur dix années de difficultés de recrutement en Haute-Normandie

pages 3-4

✓ L'entrepreneuriat social et solidaire, un métier d'avenir

pages 5-6

✓ Regard sur le volet «formation» de la grande conférence sociale

pages 7-8

✓ Uniformation : acteur de la formation professionnelle des associations, coopératives, mutuelles...

La dispersion sur les territoires est limitée, tout autant que pouvait l'être la récurrence des tensions. Près de 70% des Fap apparaissent sur 1 à 4 territoires. On retrouve 10 Fap sur la quasi-totalité des territoires, et deux se détachent et apparaissent sur l'ensemble de la région : les Conducteurs routiers et les Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment. Avec les serveurs de cafés restaurants, ces trois Fap présentent des tensions durables (plusieurs années d'affilée) sur quasiment tous les territoires.

Les Fap (source : « les familles professionnelles », Dares, 2009. Pour une présentation plus détaillée, se référer à cet ouvrage).

Les familles professionnelles sont un rapprochement du Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (Rome) utilisé pour codifier le métier demandé par les demandeurs et les offreurs d'emploi, et de la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) utilisée dans la codification du Recensement de la Population. Ce sont donc des familles professionnelles centrées sur l'emploi.

La nomenclature utilisée ici est la FAP 2009 en 225 postes. Elle commence par une lettre, représentant le domaine :

A : agriculture, pêche ; B : bâtiment travaux publics ; C : électricité, électronique ; D : mécanique, travaux des métaux ; E : industries de process ; F : industrie légère ; G : maintenance ; H : ingénieurs et cadres de l'industrie ; J : tourisme et transports ; K : artisanat ; L : gestion, administration ; M : informatique ; N : études et recherche ; P : fonction publique et professions juridiques ; Q : banques et assurances ; R : commerce ; S : hôtellerie, restauration, alimentation ; T : services aux particuliers ; U : communication, information, spectacles ; V : santé, action sociale, culturelle ; W : enseignement, formation ; X : politique, clergé.

Des désajustements durables entre offre et demande sur certaines familles de métiers

Six familles de métiers sont analysées : les métiers du transport, du bâtiment, de l'industrie, du tertiaire et de l'hôtellerie restauration et du commerce. Elles renvoient à des désajustements durables entre l'offre et la demande de travail mais dont les réalités sont plus contrastées selon les métiers. Les désajustements peuvent concerner l'ensemble des zones de la région ou être plus localisés, plus ou moins intenses selon la période et concerner un groupe de métiers ou des qualifications particulières.

Pour les métiers du transport-logistique par exemple, trois métiers prédominent : les conducteurs routiers, les conducteurs livreurs et les conducteurs de transport en commun. Pour les premiers, le recrutement apparaît difficile sur l'ensemble de la période, mais avec une intensité moindre depuis 2004. Les difficultés de recrutement semblent permanentes chez les conducteurs livreurs, mais elles sont limitées à un nombre modéré de zones d'emploi. Chez les conducteurs de transport en commun, les tensions s'avèrent plus conjoncturelles.

Quatre territoires qui présentent des disparités importantes

Les zones de Rouen, de Louviers-Vernon, d'Evreux et du Havre se caractérisent par des difficultés de recrutement très marquées soit de façon temporaire mais très fortement ou de façon récurrente sur l'ensemble de la période. Ces difficultés de recrutements peuvent concerner un nombre important de secteurs et de métiers.

Quatre grands types de métiers en tension

Une typologie des tensions permet de dégager :

Des tensions permanentes sur huit Fap, avec une fréquence importante et des pics à certaines éditions. Elles concernent les trois métiers de la conduite routière cités ci-dessus, les agents de sécurité et de surveillance, les ONQ du bâtiment (gros œuvre et second œuvre) et les mécaniciens et électroniciens de véhicules, qui présentent la particularité d'avoir disparu des tensions depuis l'édition de 2006.

Des tensions fréquentes sur douze Fap. Elles regroupent trois Fap du commerce-vente, trois FAP de l'hôtellerie-restauration, trois métiers de l'industrie, deux de la santé-social, ainsi que les ouvriers non qualifiés des travaux publics, du béton et de l'extraction, qui apparaissent de façon stable sur quelques territoires, avant de connaître une forte augmentation lors de l'édition de décembre 2008. La présence de ces FAP est permanente sur un faible nombre de territoires et des pics de tension plus élevés apparaissent ponctuellement sur au moins la moitié des territoires.

Des tensions temporaires révèlent la présence conjoncturelle de six Fap, liée à un besoin de recrutement fort sur quatre territoires et plus pour au moins une édition.

Des tensions occasionnelles touchent soixante Fap, qui sont réparties dans tous les domaines de métiers.



Les tensions locales

Un métier est dit en tension lorsqu'il connaît des difficultés particulières en terme de recrutement. Repérées à l'aide de données issues de la statistique publique sur l'emploi, les tensions locales visent à repérer les métiers connaissant des difficultés de recrutement sur un territoire et par là même, rendre compte d'un marché local du travail, du point de vue des métiers représentés sur la zone.

Brèves Crefor

→ Le programme de professionnalisation de octobre/novembre/décembre : Inscrivez-vous !

↳ Actions de formation

▶ Action 3.2 Quelles pratiques d'entretien pour orienter et accompagner ? COMPLET
9,10,11 octobre 2012

Intervenante : Agnès Heidet

(André Chauvet Conseil)

Contact : anne-marie.allard@crefor-hn.fr

▶ Action 3.1. L'accompagnement méthodologique d'une démarche VAE
15, 16 octobre et 12, 13 novembre 2012

Intervenante : Nathalie Préterre (Formanat')

Contact : anne-marie.allard@crefor-hn.fr

▶ Action 3.7 La rédaction professionnelle : être rédacteur et acteur
19,20,28,29 et 30 novembre 2012

Intervenante : Anouk Journo-Durey (Association Dixit)

Contact : anne-marie.allard@crefor-hn.fr

▶ Action 2.2 Intégrer la lutte contre les discriminations dans ses actions
26, 27 novembre 2012 et 10 décembre 2012

Intervenant : Briac Chauvel (Expression)

Contact : anne-marie.allard@crefor-hn.fr

▶ Action 3.4 Accompagner l'insertion et les transitions professionnelles par le modèle du Trèfle chanceux
3, 4 et 5 décembre 2012

Intervenante : Odile Manguillès

(Le Patio Formation)

Contact : anne-marie.allard@crefor-hn.fr

Toutes les informations sur le programme : fiches descriptives, calendrier et bulletin d'inscription :

<http://www.crefor-hn.fr/dossiers/programme-2012>

Et/ou contacter :

- Anne-Marie Houget-Allard (Axes 1, 2, 3 et questions relatives à l'organisation générale du programme) : 02.35.73.99.02
anne-marie.allard@crefor-hn.fr

→ Atelier pédagogique

▶ Présentation des outils Qui Plus Est, le 22 novembre 2012 au Pôle régional des savoirs.

Les outils liés à l'élaboration de projet et au bilan de compétences seront présentés le matin (Le guide « Compétences » et « L'Explorama » version réactualisée en juin 2011). L'après-midi sera consacré à la recherche d'emploi (Le guide « Marché du travail », « Chemin faisant : recherche d'emploi », « 4 atouts pour un job »).

→ Bourse d'emplois

Toujours en ligne, notre bourse d'emplois où vous pouvez déposer et/ou consulter les CV et offres d'emploi

<http://www.crefor-hn.fr/bourse-demplois-metiers-de-la-formation-et-de-linsertion>

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ET SOLIDAIRE, UN MÉTIER D'AVENIR

Lydie Bride
Directrice - Adress

L'Adress une agence de développement économique qui a pour mission de créer un environnement favorable au développement des entreprises sociales et solidaires en Haute-Normandie. Depuis sa création en 2005, suite à la mobilisation des acteurs du territoire haut-normand, elle est soutenue par la Région, les Départements et l'État.

Les principaux axes de travail

Présidée par Alain Goussault, l'Adress est une association qui réunit plus de 40 structures adhérentes dans **une gouvernance participative** : des entreprises sociales et solidaires (une vingtaine), de grandes entreprises de l'économie sociale, des réseaux de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), des structures d'appui, des territoires et l'Université de Rouen.

Les porteurs d'idées ou de projet (toute personne qui a envie d'entreprendre autrement), les entrepreneurs sociaux et solidaires, les territoires (collectivités, pays) et les acteurs socio-économiques représentent les **publics cibles**.

4 axes d'intervention ont été définis :

- ▶ un espace de soutien aux porteurs de projet et entrepreneurs tout au long de leur parcours,
- ▶ un espace de soutien aux territoires dans leurs politiques de développement économique local,
- ▶ un espace de promotion des entreprises sociales et solidaires,
- ▶ un espace de débats et de propositions à travers ses partenariats avec l'Université de Rouen, l'Institut Godin, et sa participation aux réflexions nationales (Labo de l'ESS, Mouves,...)

Quelques éléments du bilan d'activités 2011

Lancement des ateliers de professionnalisation : 8 ateliers, 71 participants

1er « Bray'n'storming » : le café des entrepreneurs solidaires, un partenariat avec la Maison de l'économie solidaire, le Pays de Bray et les Défis ruraux pour soutenir 4 projets locaux.

Participation aux Rencontres régionales de la création d'entreprise dans les 4 CCI du Havre, Rouen, Dieppe, Évreux.

Organisation de 3 soirées débats avec des chercheurs

Réalisation d'un état des lieux sur le financement des entreprises avec Haute-Normandie Active

Organisation de la « Place du marché solidaire » pour développer des affaires entre entreprises sociales et solidaires

Le bilan est en ligne : www.adress-hn.org/L-ADRESS/Bilans-Perspectives

Qu'est-ce qu'une entreprise sociale et solidaire ?

Dans le vaste champ de l'économie sociale et solidaire, l'Adress a pour cœur de cible les entreprises sociales et solidaires :

- ✓ des entreprises qui ont une finalité sociétale, sociale, environnementale,
- ✓ qui développent une activité économique (vente de biens et/ou de services),
- ✓ qui mettent en place une gouvernance participative (ce sont des projets collectifs) et une gestion éthique (lucrativité limitée, bénéfices réinvestis dans le projet, échelle des salaires encadrée),
- ✓ elles sont ancrées sur leur territoire.

Leur modèle est inversé par rapport à une entreprise « classique », c'est le projet qui prime sur le profit. Ces spécificités se traduisent souvent dans leurs statuts, associatifs ou coopératifs, mais pas seulement. Une SARL, une EURL peut être une entreprise sociale et solidaire. On les trouve dans tous les secteurs d'activité (bâtiment, commerce, culture, tourisme, services aux entreprises, industrie,...). En résumé, **elles conjuguent efficacité économique et intérêt général.**

Des exemples d'entreprises sur le site de l'Adress :

par secteurs d'activités : www.adress-hn.org/Secteurs-d-activite

les initiatives locales : www.adress-hn.org/Les-acteurs-en-region/Des-initiatives

les portraits de chefs d'entreprises : www.adress-hn.org/Les-acteurs-en-region/Des-parcours

Enjeu : le changement d'échelle

Les chiffres officiels sur l'ESS ne sont pas vraiment représentatifs car ils ne peuvent se baser que sur les statuts. En Haute-Normandie, cet entrepreneuriat est encore en émergence. L'agence reçoit une centaine de porteurs de projet par an. L'enjeu majeur pour ces prochaines années est de changer d'échelle en actionnant deux leviers :

> faire émerger de nouvelles entreprises sociales et solidaires sur les territoires.

L'Adress renforce son ancrage local dans une logique de partenariat avec les collectivités (organisation de temps d'information, co construction de plan d'actions,...).

Depuis 2010, elle porte la « Fabrique à initiatives », un dispositif d'émergence conçu par l'Avisé (Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques).

Le principe est simple : la Fabrique s'appuie sur les besoins émis par les acteurs locaux, vérifie qu'ils constituent de réelles opportunités de marché pour une entreprise sociale et solidaire, puis recrute et accompagne le porteur de projet. Le dispositif bénéficie du soutien financier du FSE, de la Crea, de la Caisse des Dépôts et de la fondation Macif.

Fabrique à initiatives : www.adress-hn.org/L-ADRESS/Les-missions/La-Fabrique-a-initiatives

> élargir le vivier de porteurs de projet.

L'Adress mène des actions de sensibilisation auprès des acteurs socio-économiques et des étudiants des écoles de commerce, des universités. Tout en poursuivant ce travail, l'Adress a pour projet de saisir toute opportunité pour sensibiliser des personnes qui souhaitent créer leur entreprise : cadres au chômage, cadres de la fonction publique et du privé souhaitant se reconverter, en développant de nouveaux partenariats avec Pôle emploi, l'Apec, le Cnam, le CNFPT, les cellules de reconversion,...

L'agenda du second semestre 2012



L'Adress propose des rendez-vous réguliers selon différentes approches thématiques :

A comme Atelier de professionnalisation pour porteurs de projet et entrepreneurs

- 10 octobre matin : définir, enrichir son projet d'entreprise sociale et solidaire
- 26 novembre matin : faire la promotion de son utilité sociale

D comme Débat pour tous ceux qui s'intéressent à la diversité des entreprises, réfléchir ensemble et confronter les points de vue

- 19 octobre de 14h30 à 17h « autour des coopérations » avec le sociologue Michel Adam, brasserie l'Olivier (Rouen)

R comme Rencontre, les réunions d'information mensuelles « premier contact » pour les porteurs d'idée ou de projet

- 19 octobre, 9 novembre et 14 décembre de 9h30 à 11h30 au Pôle Régional des Savoirs

E comme Échanges d'expériences, de pratiques, qui prennent la forme de petits déjeuners entre entrepreneurs sociaux et solidaires.

- En cours : « dialogue avec mon banquier », à Évreux

S comme soutien, ce sont les cafés projets déclinés sur les territoires pour encourager des porteurs de projet locaux.

- Prochaine étape en décembre au Havre

S comme ... Surprise ! Un événement surprenant de temps en temps. A prévoir début 2013, ... S comme Suspens.

Dans le cadre du Mois de l'Économie Sociale et Solidaire, qui se tient tous les ans en novembre, quelques dates à retenir dès à présent :

- 7 novembre : fête de l'ESS par la Chambre Régionale de l'Économie Sociale (Cres) et ses partenaires (stands, rallye, théâtre, conférences),
- 15 novembre 14h-16h, Maison des associations : Le rendez-vous des pro l'AIO sur l'ESS,
- 16 novembre : colloque de l'Arehn «entreprises sociales et solidaires, leviers pour les territoires?» Avec de nombreux témoignages de collectivités et d'entrepreneurs
- 27 novembre : l'Educ'Tours de l'Arehn s'installe à Dieppe avec une visite des entreprises sociales et solidaires locales,
- 30 novembre : Adress & Urscoop renouvellent leur petit déjeuner coopératif «transformer son association en Scop, pourquoi ? Comment ?».

Contact :

Adress

Pôle régional des savoirs
115, boulevard de l'Europe
76100 Rouen

Tél. 02 35 72 12 12 –

contact@adress-hn.org
www.adress-hn.org

Pour se tenir au courant de l'actualité, pensez à vous abonner à la newsletter de l'agence !

www.adress-hn.org/Newsletter

Les orientations stratégiques de l'ADRESS 2012-2015 :

www.adress-hn.org/L-ADRESS/Bilans-Perspectives

L'équipe

Lydie Bride, *directrice*
Jennifer Vigreux, *assistante de direction*
Sandy Louapre, *chargée du soutien aux initiatives*
Bianca Lhomoy, *coordinatrice de la Fabrique à initiatives*
Vanessa Audéon, *chargée de communication*

REGARD SUR LE VOLET « FORMATION » DE LA GRANDE CONFÉRENCE SOCIALE

Dominique Rousselin-Legrand
Crefor - Documentaliste

La grande conférence sociale qui s'est tenue du 9 au 10 juillet 2012 vise à engager par le biais du dialogue social les chantiers prioritaires en matière d'emploi, de formation, protection sociale... les principaux points sont ici présentés.

Consensus sur la maîtrise des savoirs de base et le rôle déterminant de la formation

La formation apparaît de plus en plus comme un moyen de sécurisation des parcours et de progression professionnelle. Par ailleurs, il a été affirmé que « Le **renforcement de la lutte contre l'illettrisme et pour la maîtrise des savoirs de base** constitue la condition préalable de la concrétisation du droit à la formation tout au long de la vie ».

Nécessité de construire des actions concrètes à déployer sur les territoires

Un plan d'action en trois volets a été proposé qui se décline de la façon suivante

- ▶ Réduire le nombre de jeunes sans qualification,
- ▶ Soutenir le volet « accompagnement » des mutations économiques, préparer la reconversion des salariés,
- ▶ Renforcer la formation des demandeurs d'emploi.

Un plan d'urgence pour la formation des demandeurs d'emploi est prévu, mis en œuvre « dans les meilleurs délais » en région. Il s'appuiera sur la prochaine convention entre l'Etat et le FPSP 2013-2015 et sur les ANI sur l'emploi des jeunes de 2011.

Garanties obtenues : stabiliser les dispositifs



Pour assurer le bon fonctionnement des dispositifs, il a été acté :

- ▶ L'arrêt de la ponction du FPSP
- ▶ Le consensus sur le fait qu'une nouvelle réforme de la formation n'est pas souhaitable qu'il faut plutôt miser sur l'application de l'ANI du 5 octobre 2009 : simplifier les dispositifs de formation, favoriser les partenariats surtout à l'échelon régional.

A noter et à retenir sur la formation en entreprise : « *S'agissant de la formation en entreprise, le plan de formation doit constituer un élément décisif de la stratégie de l'entreprise et un vecteur d'anticipation des compétences et de sécurisation de l'emploi. Dans le cadre de la revue des processus de négociations obligatoires conduite globalement, un axe spécifique portera sur une meilleure articulation entre la négociation prévue dans les entreprises de plus de*

300 salariés sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences d'une part et la formalisation des orientations de formation susceptibles de nourrir le plan de formation d'autre part. »

Construire des actions concrètes à décliner sur les territoires selon un calendrier partagé

Septembre 2012 :

- ▶ Etude du **CNFPTLV** sur le **compte individuel de formation et la portabilité de droits à la formation** (clarifier finalités, modalités d'abondement...)
- ▶ Lancement de la mobilisation État / régions / partenaires sociaux sur les **jeunes entrant sur le marché du travail sans qualification**, le volet «compétences» de l'accompagnement des **mutations économiques et la formation des demandeurs d'emploi**.

Automne 2012 :

- ▶ Concertation avec les partenaires sociaux sur le **volet «formation professionnelle» de la décentralisation** avant des états généraux au Sénat puis le dépôt d'un projet de loi en fin d'année
- ▶ Bilan des réalisations engagées au titre du **service public de l'orientation territorial**
- ▶ Déclinaison régionale de la mobilisation Etat /régions /partenaires sociaux sur les jeunes sans qualification, le volet «compétences» de l'accompagnement des **mutations économiques** et la formation des demandeurs d'emploi

Début 2013

- ▶ Finalisation de l'étude du CNFPTLV sur le compte individuel formation (1er trimestre)
- ▶ Consultation des partenaires sociaux sur la base d'un texte d'orientation sur le sujet
- ▶ Eventuelle négociation interprofessionnelle sur l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des **travailleurs handicapés** (1er semestre)

Courant 2013

- ▶ Travail de prospective sur la **sécurisation des parcours** associant des juristes, les partenaires sociaux, des DRH et des représentants des branches (printemps)

En conclusion « **La réussite des différentes initiatives ici préconisées repose sur la bonne concertation des acteurs et la coordination de leurs interventions respectives, notamment au niveau des territoires.** »

La grande conférence sociale point de départ d'un dialogue social renouvelé

Patronat et syndicats ont reconnu positivement la part faite à un dialogue social renouvelé, à une volonté de concertation ; l'essentiel a été soumis à la discussion, la méthode préfigure un « cap nouveau », une « démarche différente ».

L'Etat, les partenaires sociaux et les collectivités territoriales se retrouveront dans un an pour dresser le bilan des différentes réflexions ou travaux engagés. Ce bilan permettra d'actualiser et d'élaborer une nouvelle feuille de route jusqu'à 2014.

Afin de perpétuer l'esprit de la grande conférence sociale, le Premier ministre a annoncé la **création d'un « conseil » ou d'un « commissariat du dialogue social et de la prospective ».**

Echanges constructifs sur la reconnaissance de l'échelon régional

Les Régions reconnus comme acteur à part entière sur l'orientation, sur la formation.

« **Une réflexion sera rapidement conduite avec les partenaires sociaux et les Régions sur les évolutions envisageables de la commande publique afin d'accompagner au mieux la mise en place d'un service public de la formation professionnelle.** »

« **Une mobilisation sur la formation des demandeurs d'emploi, afin d'améliorer leur accès à la formation et leur offrir davantage d'opportunités de formations conduisant à l'emploi. A ce titre, le renforcement des liens conventionnels et le développement d'outils partagés entre les Régions et Pôle Emploi permettra de mieux orienter vers la formation, de réduire les délais d'entrée en formation, et d'organiser de réelles complémentarités dans le financement de l'offre de formation. Les principaux organismes de formation des demandeurs d'emploi tels que l'AFPA seront mobilisés dans ce cadre.** »



L'Etat, les partenaires sociaux et les collectivités territoriales se sont réunis les 9 et 10 juillet 2012 autour de « sept tables rondes » thématiques.

Les sept tables rondes

- 1- Développer l'emploi, et en priorité l'emploi des jeunes
- 2- Développer les compétences et la formation tout au long de la vie
- 3- Assurer des systèmes de rémunérations justes et efficaces
- 4- Atteindre l'égalité professionnelle et améliorer la qualité de vie au travail
- 5- Réunir les conditions du redressement productif
- 6- Assurer l'avenir des retraites et de notre protection sociale
- 7- Moderniser l'action publique avec ses agents

➔ **Pour en savoir plus : site du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social**
<http://travail-emploi.gouv.fr/espaces,770/travail,771/dossiers,156/la-grande-conference-sociale,2154/>

La feuille de route sociale : document pratique destiné à être enrichi

<http://travail-emploi.gouv.fr/espaces,770/travail,771/dossiers,156/la-grande-conference-sociale,2154/le-feuille-de-route-sociale,15095.html>

A l'issue de ces deux jours, un document a été transmis le 11 juillet aux organisations syndicales et patronales précisant les chantiers, la méthode et le calendrier de travail. « Pas de décision sur les contenus, mais uniquement des objectifs et un calendrier précis » : construction et déclinaison à l'automne 2012, adaptation et mise en œuvre au niveau régional dès 2013.

Constats et objectifs

- L'**emploi** a été affiché comme « la priorité ».
- La négociation compétitivité-emploi est remplacée par la négociation sur la « **sécurisation de l'emploi** » au périmètre plus large »
- Une convergence sur le champ de la **qualité de vie au travail** qui a abouti à une définition commune, base de la première séance de négociations fixée au 21 septembre 2012
- Une mise en œuvre des différents **chantiers formation** dès septembre 2012.

Brèves Crefor

➤ Le numérique au service des compétences de base :

Des outils et usages numériques en Haute Normandie

Les technologies sont présentes dans toutes les sphères de la vie, sociale, éducative, familiale, professionnelle et on ne voit pas comment ni pourquoi la formation de base échapperait à ce phénomène d'une grande ampleur.

Les technologies apparaissent donc incontournables pour la formation de base du fait même qu'elles s'inscrivent dans les fondamentaux à maîtriser.

La question du numérique et de son usage est pour les acteurs de la lutte contre l'illettrisme en Haute Normandie une préoccupation constante depuis plusieurs années.

Les organismes de formation Haut Normands ont créés des outils et des pratiques innovantes.

Afin de présenter ces outils et d'échanger avec vous, nous vous invitons à participer au Vendredi du Crefor

Seront présentés :

- l'outil Dalia par Education et formation,
- la clé du savoir par Recife,
- Syfadis par Médiaformation

Il se déroulera le :

**Vendredi 26 octobre 2012 de
15h à 17h au
Pôle régional des Savoirs.**

➤ Le module auto-saisie pour les organismes de formation bientôt disponible :

Vous pourrez bientôt organiser vous-même la gestion de vos fiches descriptives d'établissements ainsi que de vos fiches actions de formation en fonction de votre organisation interne grâce à la mise en place d'un nouvel espace gratuit d'auto-saisie dont nous allons tester une ultime fois le fonctionnement entre la fin octobre et la fin novembre avec un panel d'organismes. Ce service sera accessible à tous en début d'année 2013. Nous vous informerons de son lancement via une campagne de communication.

➤ Focus à venir :

Le sixième numéro de la collection Focus en Haute-Normandie, dont la sortie est prévue courant octobre 2012, sera consacré aux métiers du commerce.

Le commerce, secteur clé de l'économie de notre région, est représenté par 64 604 actifs en emploi, soit 9 % de l'ensemble des actifs en Haute-Normandie. L'analyse statistique du Focus s'appuiera sur la comparaison entre deux groupes de métiers : les métiers de la vente et les métiers du support du commerce.

UNIFORMATION : ACTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ASSOCIATIONS, COOPÉRATIVES, MUTUELLES...

Anne-Sophie Chevalier
Conseillère en formation - Uniformation

Uniformation est, depuis 40 ans, acteur de la formation professionnelle au cœur de l'économie sociale. Plus de 1100 structures et 23000 salariés haut-normands sont concernés.

21 branches professionnelles ont désigné Uniformation comme Opcv /Opacif. On retrouve parmi elles l'animation, l'aide à domicile, les ateliers et chantiers d'insertion, les missions locales et PAIO, la mutualité, les offices publics de l'habitat, les organisations professionnelles de l'habitat social, Pôle emploi, les régies de quartier, le Régime général de Sécurité sociale...

Un expert au service des adhérents

Par sa parfaite connaissance de l'Economie sociale, sa capacité à en comprendre toutes les composantes et les particularités, Uniformation est le seul interlocuteur habilité à gérer tous les dispositifs de la formation professionnelle : plan de formation, contrats et périodes de professionnalisation, droit et congés individuels de formation, bilans de compétences et validation des acquis de l'expérience.

Les orientations définies par les représentants des employeurs et des salariés de ce secteur, qui siègent à son conseil d'administration, ont pérennisé son rôle de conseiller des entreprises et de leurs salariés pour tous les projets de formation

Quelques chiffres au 1er janvier 2012 :

Au niveau national 47 000 entreprises adhérentes représentant 1 000 000 salariés font confiance aujourd'hui à Uniformation.

308 millions d'euros ont été collectés au titre de l'année 2011, permettant de financer un peu plus de 10 millions d'heures de formation.

Quelques données sur 2011 pour la Haute-Normandie :

1168 adhérents représentant 23 000 salariés

Collecte de 4 millions d'euros

Uniformation est expert pour gérer les fonds de la formation des entreprises, construire leurs plans de formation, monter ou mettre en œuvre tous leurs projets de formation.

Il s'investit également dans la recherche de financement complémentaire auprès de partenaires institutionnels en région, au plan national et européen, au bénéfice de ses adhérents. Uniformation met aussi son savoir-faire au service des salariés de l'Economie sociale pour entreprendre une reconversion ou se perfectionner, accéder à un diplôme ou faire reconnaître leur expérience, faire le point sur leurs compétences.

Uniformation sait depuis toujours faire vivre la solidarité entre acteurs de l'Economie sociale et les politiques régionales et sectorielles, notamment en finançant de grands chantiers transversaux : la validation des acquis de l'expérience (VAE), la lutte contre l'illettrisme ou les formations aux métiers en pénurie.

En Haute-Normandie, Uniformation finance des formations pour l'ensemble de ses adhérents :

- ▶ Catalogue d'actions transversales
- ▶ Socle de compétences grâce au soutien du FPSPP
- ▶ Financement de Préparation Opérationnelle à l'Emploi individuelles et collectives (cofinancement Pôle Emploi / FPSPP)
- ▶ Subventions de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie pour le financement des formations des intervenants à domicile
- ▶ Actions collectives en partenariat avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale, l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail... sur des thématiques pour les dirigeants et l'amélioration des conditions de travail
- ▶ Recherche de cofinancements
- ▶ ...

Brèves Crefor

⇒ Le CREFOR diffusera dans les jours qui viennent deux études :

- ✓ l'une, co-réalisée par le Pôle observation et prospective et l'Insee Les jeunes en Haute-Normandie,
- ✓ l'autre réalisée par l'observatoire VAE du Pôle observation et prospective sur un Panorama de la VAE en Haute-Normandie.

⇒ Dans le cadre du CPRDF, le Crefor entamera le 1er octobre 2012 un processus d'observation de la relation emploi-formation et d'analyse des mutations économiques sur les territoires haut-normands. Cela se traduira dans un premier temps par l'animation de rencontres techniques territorialisées qui auront pour objectif d'enrichir et d'alimenter les diagnostics locaux. Ces rencontres seront au nombre de six au total à Rouen, Bernay, Le Havre, Dieppe, Vernon, et Evreux. Le même processus d'observation sera mené avec les branches professionnelles entre les mois de novembre et décembre 2012, avec l'animation de rencontres métiers.



**Fermeture
exceptionnelle
du centre de
documentation du
Pôle régional des
Savoirs
du 15 octobre au
2 novembre 2012 inclus**

Le centre de documentation du Pôle régional des Savoirs fermera ses portes pour une réorganisation des espaces documentaires.

Les documentalistes du Crefor vous accueilleront à partir du 5 novembre au deuxième étage du centre de documentation sur l'espace mezzanine.

Les horaires restent inchangés :

⇒ **Savoirs de base/Illettrisme**
Lundi, mercredi, vendredi
14h-16h ou sur RDV (par mail uniquement)
elise.dehays@crefor-hn.fr

⇒ **Emploi-Formation**
Mardi 14h-18h et Jeudi
12h-18h ou sur RDV (par mail uniquement)
pole.info@crefor-hn.fr

Trois exemples d'actions conduites en Haute-Normandie

Socle de compétences (financement FPSPP):

- La fédération ADMR de l'Eure a constaté que les transmissions écrites de ses aides à domicile étaient souvent mal rédigées voire inexistantes. En effet, les salariées du secteur de l'Aide à Domicile ont pour la grande majorité une qualification de niveau 5 voire infra 5 et rencontrent souvent de grandes difficultés à l'écrit.

La structure a donc souhaité former la quasi-totalité de ses aides à domicile, ce qui représente 416 salariées, aux transmissions écrites et orales et au travail en équipe pour développer les compétences clés de leurs salariées et ainsi leur permettre d'améliorer la circulation d'informations dans le respect des règles déontologiques. Cette formation sur les savoirs généraux (lecture et écriture) a pour objectif de développer leur confiance en soi en renforçant leur autonomie et ainsi leur mobilité professionnelle. La formation a commencé sur 2011 et continue sur 2012. La durée est de 4 jours par stagiaire.

Les premières formations ont déjà des résultats très positifs car elles ont permis d'insuffler un nouveau dynamisme auprès des stagiaires qui désormais sont réconciliées avec l'écrit.



2 Actions collectives :

- La Chambre Régionale de l'Economie Sociale de la Haute-Normandie, lors du mois de l'Economie Sociale et Solidaire (novembre 2010), a organisé une journée colloque sur le thème suivant : « de l'employeur responsable à la responsabilité de l'employeur, mieux connaître et anticiper les risques civils et pénaux du dirigeant ». Divers intervenants ont dressé le portrait type d'un employeur de petite structure ou d'administrateurs ne maîtrisant pas le droit du travail, avec les risques que cela comporte.

Dans le prolongement de cette journée, Uniformation et Unifaf ont souhaité organiser une session de formation pour permettre à leurs adhérents en charge de personnels salariés d'être en conformité, de s'assurer de la crédibilité auprès de leurs salariés et de partager la responsabilité avec le législateur. Cette formation s'est déroulée sur 2 jours en décembre 2011.

- Dans le cadre du Plan Régional Santé Travail et du Plan d'Action dans les Services à la Personne :

Un groupe de travail a été mis en place, entre autre, pour « Sensibiliser et former à l'amélioration des conditions de travail dans les Services à la Personne » piloté par l'Aract et la Direccte.

L'objectif de ce groupe est de mettre en place une action de formation en 2013 pour les encadrants de ce secteur pour les former à l'amélioration des conditions de travail.

Crefor - Pôle régional des Savoirs
115 boulevard de l'Europe
76100 Rouen

Métro : Direction Technopôle/Station Europe
crefor@crefor-hn.fr - www.crefor-hn.fr
☎ 02.35.76.77.82 - 📠 02.35.73.07.60

